



UNIVERSITÉ
LIBRE
DE BRUXELLES



Département d'économie
appliquée de l'ULB

Situation budgétaire de la RBC : comment en sommes-nous arrivés là ?

Maxime FONTAINE – Chercheur en finances publiques

Magali VERDONCK – Senior Economist

LabMidi // CRD-Perspective // « Les bons comptes font les bons amis »

26 septembre 2024

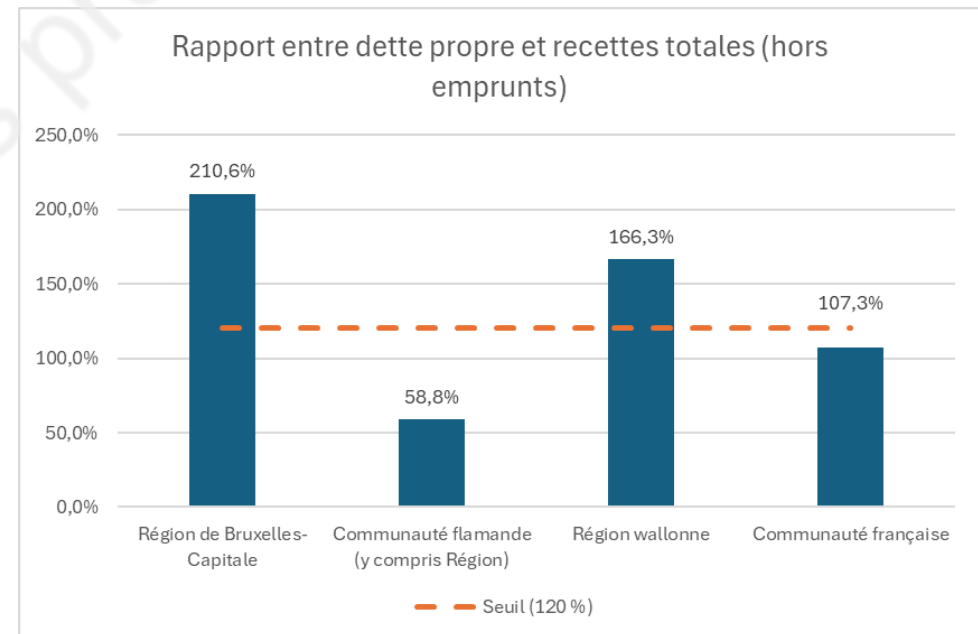
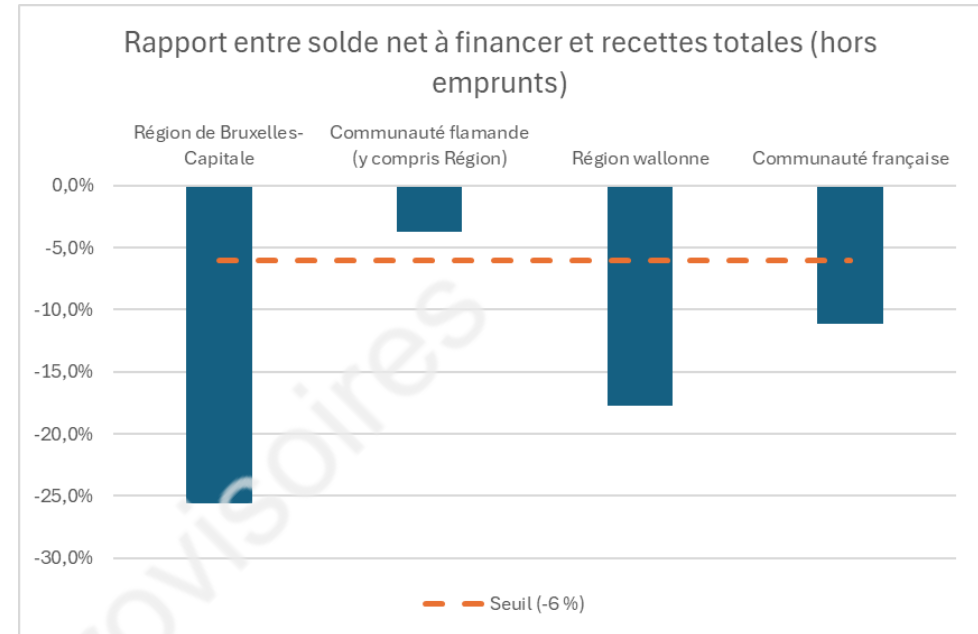


Disclaimer

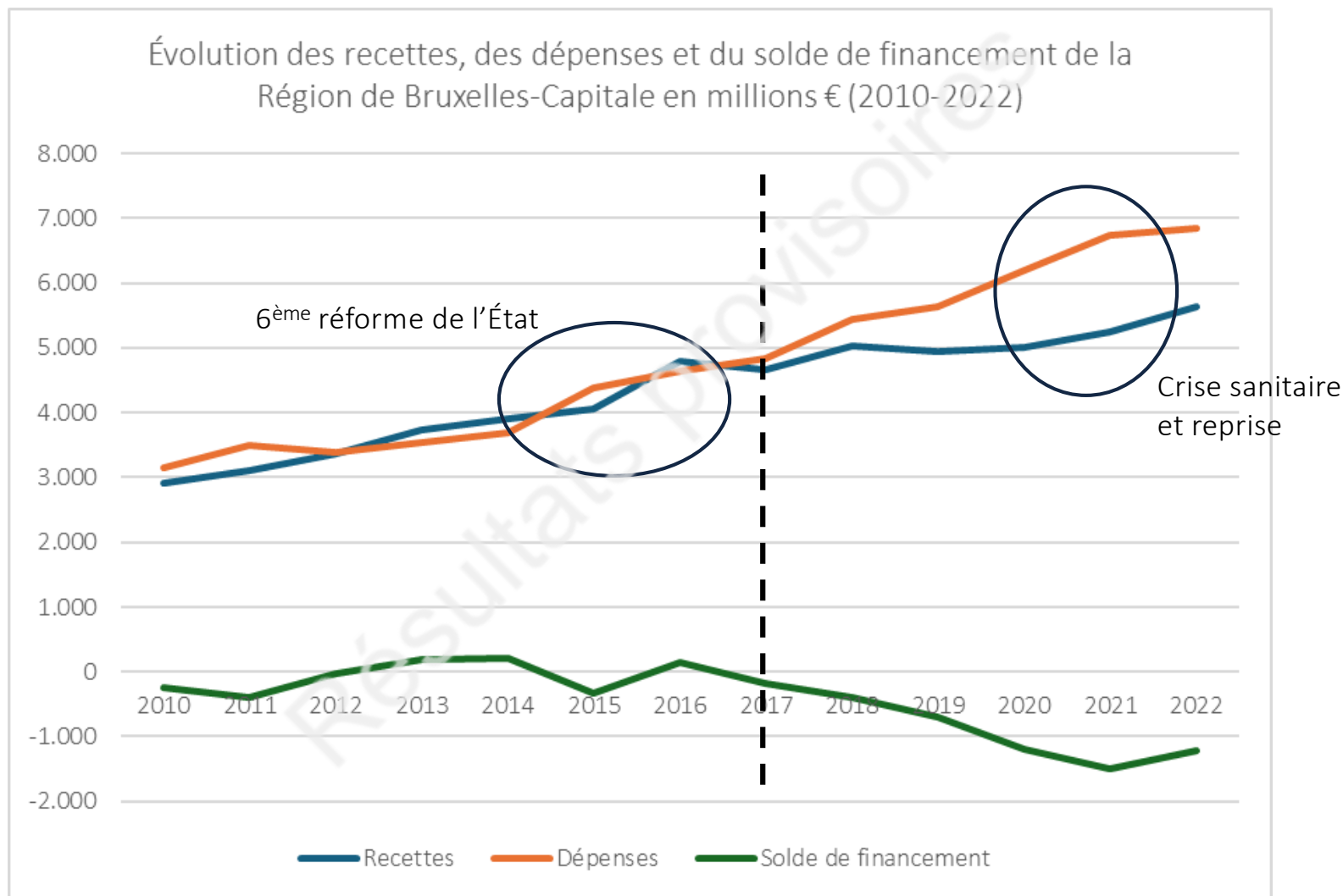
- Cette présentation est le fruit d'analyses réalisées suite à la sollicitation de Perspective et de la CRD pour répondre à la question « Comment en sommes-nous arrivés là ? ».
- Elle constitue un premier défrichage et non un travail abouti, et les résultats présentés doivent être utilisés avec prudence.

La situation budgétaire de la RBC en 2024

- Constats : la situation des finances publiques bruxelloises est mauvaise, en absolu et comparativement à d'autres entités
- Risque principal : augmentation du coût de la dette
- Deux grandes questions :
 - Comment en sommes-nous arrivés là ?
 - Pouvons-nous y faire quelque chose ?



2017, année de bascule



Première analyse globale

- Entre 2016 et 2022 :

+ 17,4 % de recettes
+ 34,6 % des dépenses

} *Donc un problème de dépenses ?*

- En remontant plus loin dans le temps :

Donc un problème de recettes ?

Région de Bruxelles-Capitale	Taux croissance annuel moyen 2010 à 2014	Taux croissance annuel moyen 2016 à 2022
Recettes	7,6 %	2,7 %

Source : <https://ibsa.brussels/themes/finances-publiques/finances-consolidees-des-administrations-publiques>

Hypothèses

Du côté des recettes :

- Choix politiques ou contraintes exogènes ?
- Sous-financement chronique ?
- Effets de la 6^{ème} réforme de l'État ?
- Cadeaux fiscaux ?
- Baisse de la base imposable (ex : appauvrissement de la population) ?

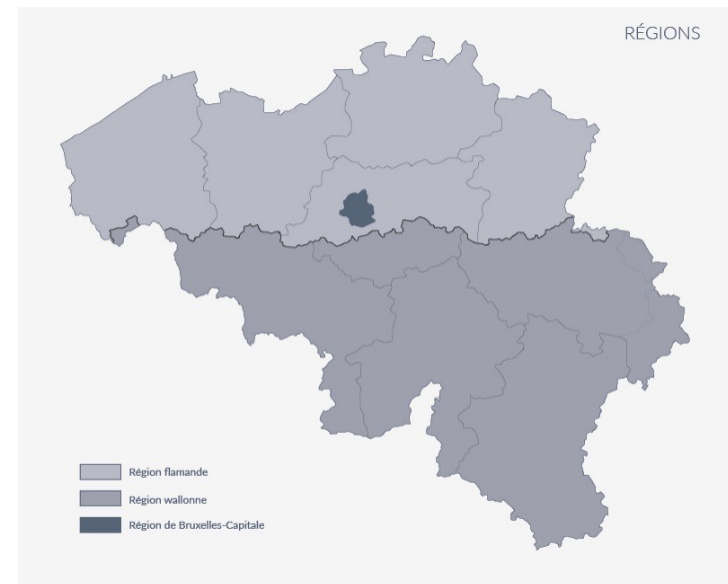
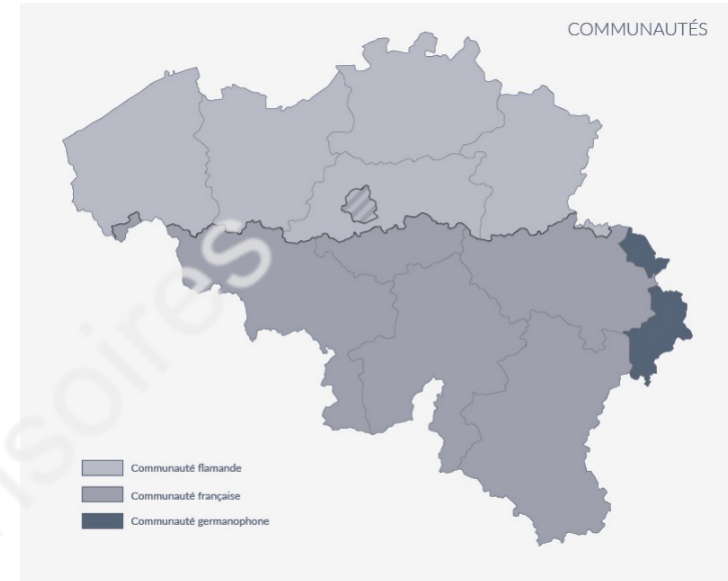
Hypothèses

Du côté des dépenses :

- Inefficacités ?
 - Contraintes/besoins ?
 - Succession de crises (covid, énergie, Ukraine, etc.) ?
 - Effets de la 6è réforme de l'État ?
 - Choix politiques ?
 - Métro Nord ?
 - Logements sociaux ?
 - Politiques sociales trop généreuses ?
- Grand besoin d'analyser les chiffres disponibles

Il faut plonger dans les budgets mais...

- La Belgique fédérale est initialement le reflet de trois logiques difficiles à concilier :
 - Une logique **économique** fondée sur l'existence de trois régions (revendication wallonne)
 - Une logique **linguistique et culturelle** fondée sur l'existence de trois communautés (revendication flamande)
 - Une logique politique de **protections des minorités** (francophone en Belgique, flamande à Bruxelles)
- Modèle à double strate, territoriale pour les régions, sans territoire pour les communautés



Il faut plonger dans les budgets mais...

- Système initial en double strate (trois communautés et trois régions) = modèle relativement simple
- Mais passage à un modèle asymétrique au fil du temps :
 1. Fusion des communauté et région flamandes
 2. Création des commissions communautaires à Bruxelles
 3. Transferts intrafrancophones
 4. 6^{ème} réforme de l'État : logique régionale pour le transfert des matières communautaires
 5. Transferts intrawallons

Il faut plonger dans les budgets mais...

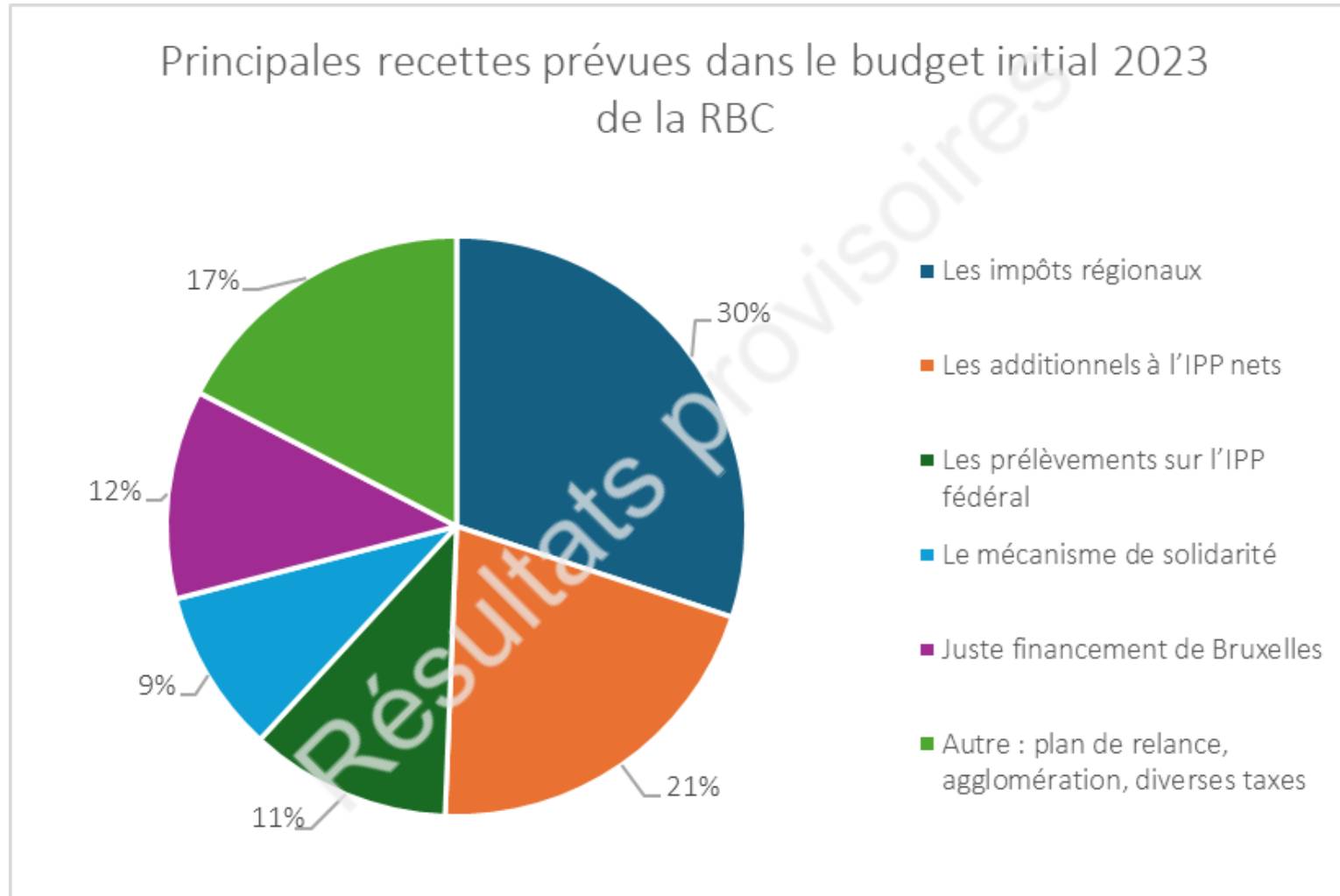
Matières communautaires		Région linguistique			
		Région de langue française	Région de langue néerlandaise	Région bilingue de Bruxelles-Capitale	Région de langue allemande
Communauté française	FR				
Communauté flamande	NL				
Communauté germanophone	DE				
COCOM	FR - NL				
COCOF	FR				
VGC	NL				

Le financement de Bruxelles

Synthèse des recettes des institutions bruxelloises (nettes des transferts inscrits dans le budget de la Région de Bruxelles-Capitale au profit des institutions communautaires) – optique budgétaire

Millions€	2023
Région de Bruxelles-Capitale (hors recettes d'emprunt)	5 374
Cocom	1 561
Cocof	368
VGC	107
Total institutions bruxelloises (hors recettes d'emprunt)	7 410
Fonds pour la gestion de la dette – RBC	254
Produit d'emprunt à plus d'un an – RBC	1 500
Total institutions bruxelloises (y compris recettes d'emprunt de la RBC)	9 164
Ville de Bruxelles	144
Fonds « Beliris »	131
Total recettes bruxelloises (y compris recettes d'emprunt)	9 439

Rappel des ordres de grandeur : les recettes de la RBC



Les impôts régionaux (30 %)

Recettes des impôts régionaux en RBC en 2016 et 2022 et évolution entre 2016 et 2022 (budgets ajustés)

Impôt	2016	2022		Évolution 2016 - 2022
Droits d'enregistrement	596.979	675.463	45 %	13,1 %
Droits de succession	400.000	443.746	30 %	10,9 %
Taxes de (mise en) circulation	189.253	201.121	13 %	6,3 %
Droits de donation	76.295	107.175	7 %	40,5 %
Taxe sur les jeux et paris	24.725	29.327	2 %	18,6 %
Précompte immobilier	22.838	25.500	2 %	11,7 %
Taxe sur les jeux automatiques de divertissement	9.200	11.046	1 %	20,1 %
Total	1.319.345	1.493.393	100 %	13,2 %

Source : Cour des comptes (budgets ajustés)

Les additionnels à l'IPP (21 %)

- Depuis la sixième réforme de l'État, les Régions disposent d'une autonomie fiscale liée à l'impôt des personnes physiques
- En pratique, calcul de l'impôt État : l'IPP total calculé sur les revenus de chaque contribuable
- Application du facteur d'autonomie : 24,957 % => l'impôt État réduit = 75,043 % de l'IPP total
- Les Régions vont alors pouvoir appliquer des additionnels sur cet impôt État réduit (33,257 %)
- Chaque Région peut diminuer ou augmenter cet additionnel et adopter des réductions d'impôts régionales → le résultat = l'IPP régional

En millions €	2016	2022	Évolution 2016 - 2022
Additionnels nets	756	885	17,2 %

Prélèvement sur l'IPP fédéral (11 %)

- Financement de certaines compétences via un prélèvement sur l'IPP fédéral :
 - Dotation « emploi »
 - Dotation « dépenses fiscales »
 - Dotation résiduelle
- Montant évoluant avec l'inflation et 55 % de la croissance économique
- Répartition de ce montant via une clé « IPP »

En millions €	2016	2022	Évolution 2016 - 2022
Prélèvements IPP	439	557	26,9 %

Le mécanisme de solidarité (9 %)

- Problème : les recettes d'IPP sont faibles à Bruxelles

Région (2022)	Population		Recettes d'IPP fédéral		Différence (pp)	Différence (%)
RBC	1 220	10,6 %	2 956	8,3 %	- 2,3 pp	-21,6 %
RF	6 653	57,7 %	22 803	64,0 %	+ 6,3 pp	+ 10,9 %
RW	3 648	31,7 %	9 857	27,7 %	- 4,0 pp	- 12,6 %
Total	11 521	100 %	35 615	100 %	-	-

- Solidarité avec les Régions les plus pauvres via un mécanisme structurel de compensation

Le mécanisme de solidarité (9 %)

- $V \times (db - dpb) \times X$

Où V correspond au montant de base ; ce montant est annuellement indexé et lié à 100 % de la croissance économique

db est la part de population de la Région dans la population totale du pays (exprimée en %)

dpb est la part de la Région dans les recettes de l'impôt des personnes physiques fédéral (exprimée en %)

X est le facteur de compensation de l'écart (80 %)

En millions €	2016	2022	Évolution 2016 - 2022
MSN	414	443	7,2 %

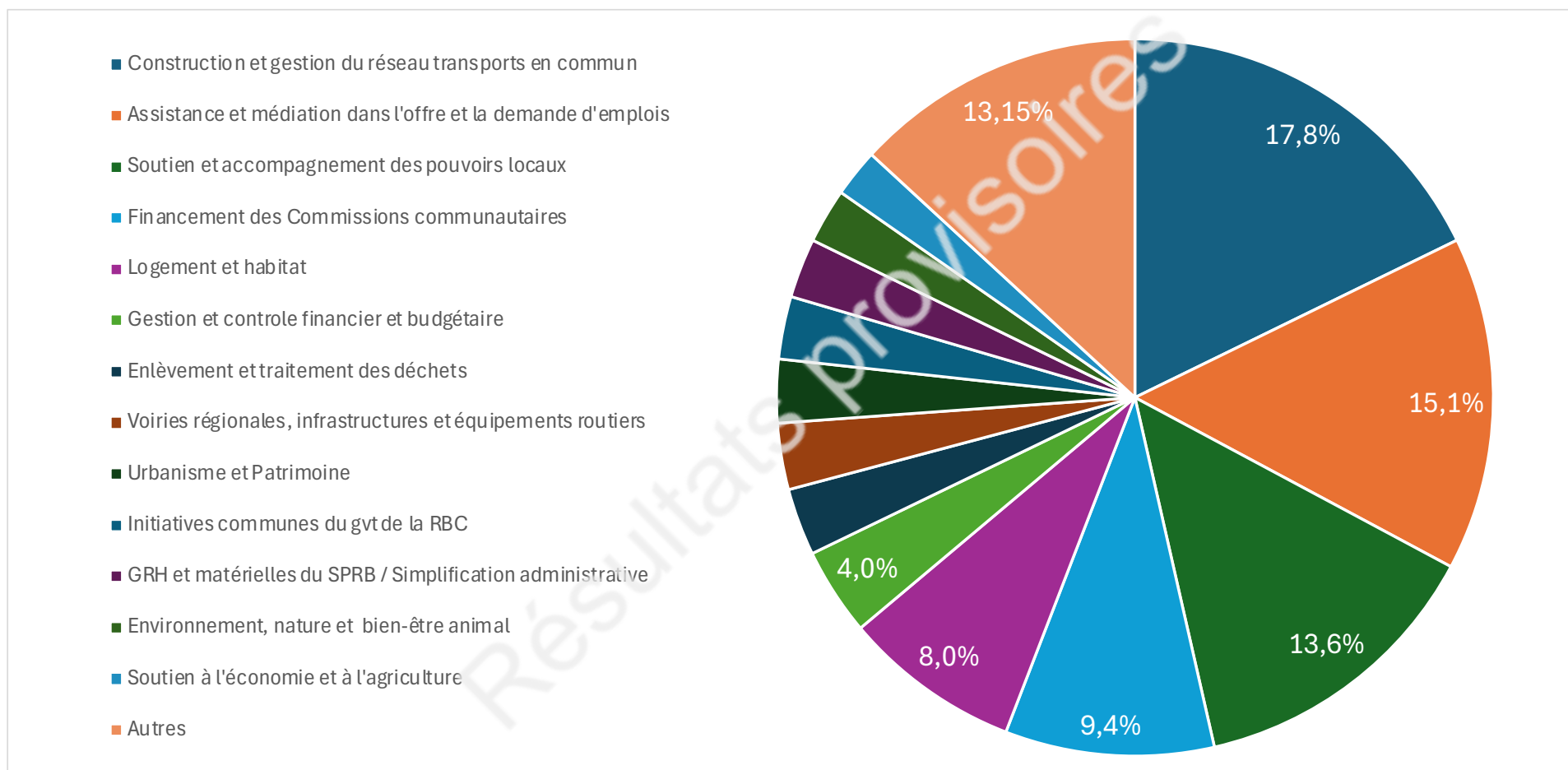
Le juste financement de Bruxelles (12 %)

En milliers€	2023
Refinancement	
Mainmorte (refinancement)	34 373
Dotation navetteurs	44 000
Dotation fonctionnaires internationaux	213 002
Primes linguistiques	34 168
<i>dont Région de Bruxelles-Capitale</i>	3 221
Dotation mobilité	188 336
Dotation sécurité	55 000
COCOF et VGC (refinancement)	54 860
Total refinancement	623 739
Dotations spécifiques	
Communes bruxelloises	52 729
Ville de Bruxelles	144 062
Fonds Beliris	130 851
Mainmorte (hors refinancement)	88 387
COCOF et VGC (hors refinancement)	50 831
Total dotations spécifiques	466 860
Total général	1 090 599

Conclusion sur les recettes

- Comment en sommes-nous arrivés là ?
- Existence de compensations (suffisantes ?) pour certaines particularités de Bruxelles : pauvreté, multi-capitale
- Évolution des recettes globalement homogène

Rappel des ordres de grandeur : les dépenses de la RBC

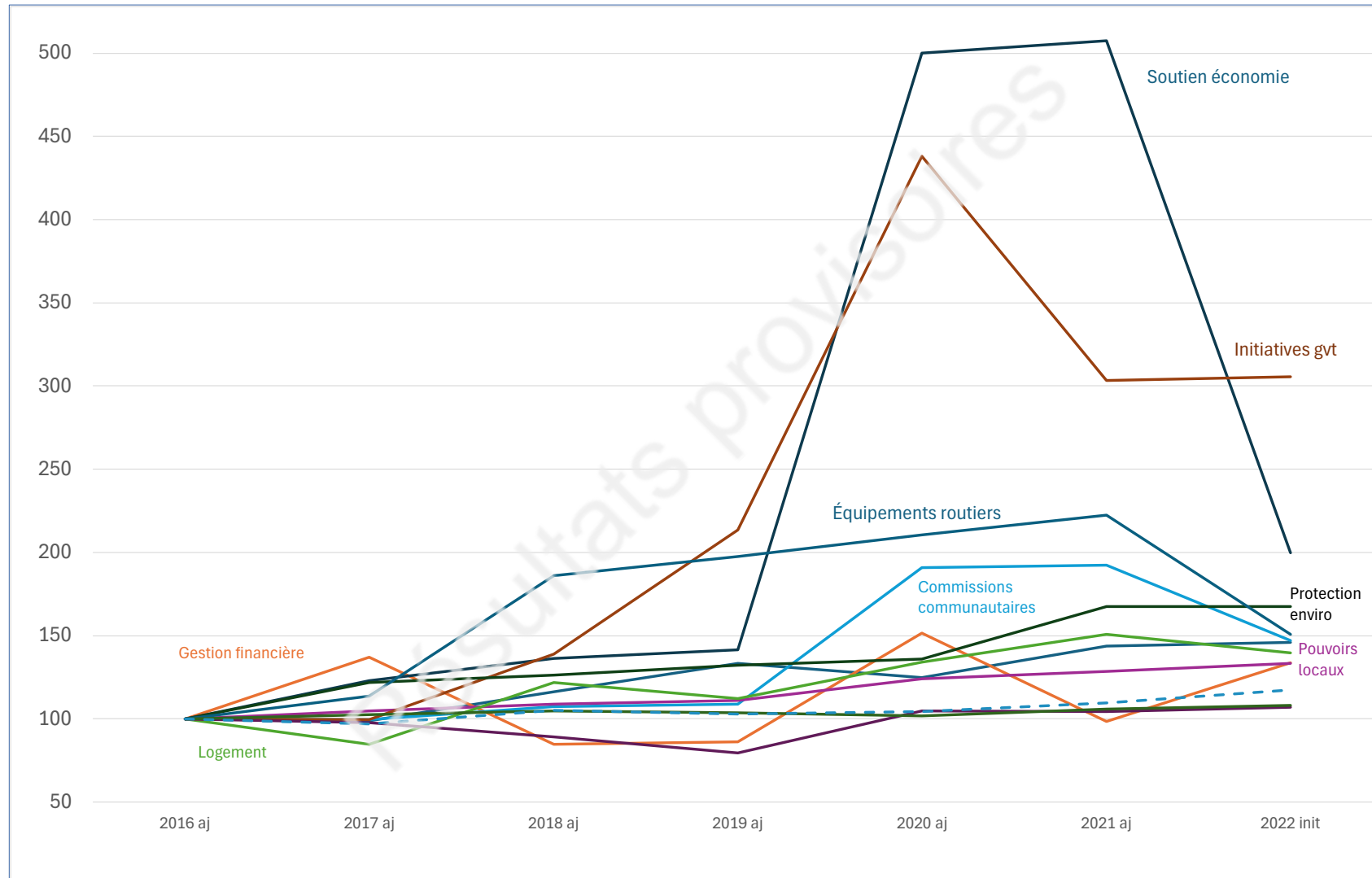


Source : Budget des dépenses initial 2023 de la RBC (avec corrections propres)

Focus sur les dépenses : remarques préliminaires

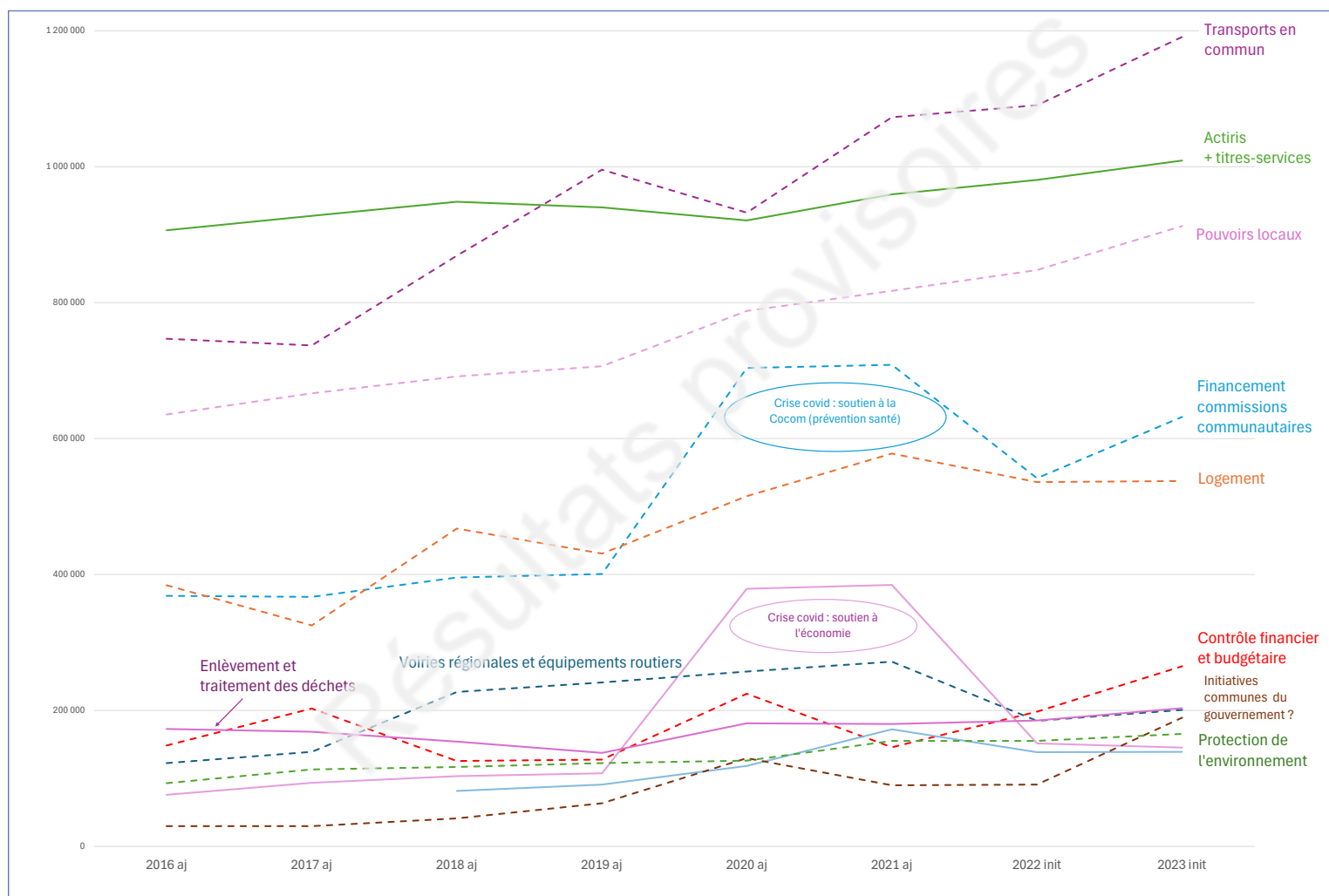
- Premier tour de la question
- Objectif : identifier les outsiders dans un premier temps = où creuser en priorité
- Une analyse en termes relatifs ne veut rien dire sur la pertinence en termes absolus
- Ceci n'est pas une analyse d'efficacité !
- Les chiffres doivent être analysés encore plus en profondeur

Focus sur les dépenses (en base 100)



Focus sur les dépenses (en absolu)

En pointillé les postes de dépenses évoluant plus vite que les recettes



Focus sur les dépenses

Les 10 postes expliquant plus de 90 % de l'excédent par rapport aux recettes

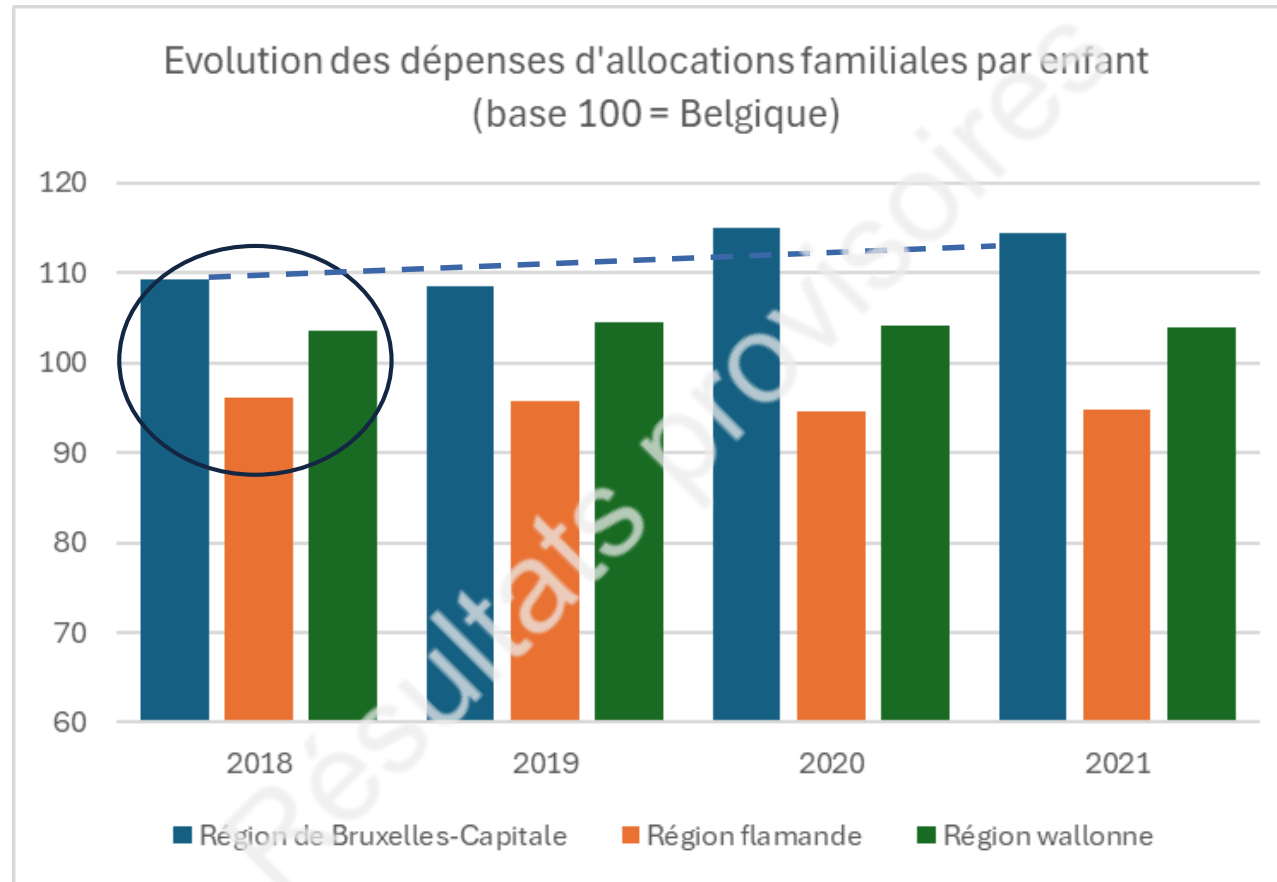
MISSIONS	Croissance 2022/2016	Excédent dépenses 2022/2016 en millions €	Part excédent dépenses 2022/2016	Part contributions cumulées
Construction et gestion du réseau de transports en commun (> 90 % STIB)	46,0 %	213 905	22,6%	22,6 %
Fiscalité (hors additionnels transférés)	71,5 %	138 170	14,6%	37,1 %
Soutien et accompagnement des pouvoirs locaux	47,1 %	109 295	11,5%	48,6 %
Financement des Commissions communautaires	33,4 %	101 950	10,7%	59,4 %
Logement et habitat	39,6 %	85 258	9,0%	68,4 %
Soutien à l'économie et à l'agriculture	99,9 %	62 516	6,6%	75,0 %
Protection de l'environnement	67,6 %	46 445	4,9%	79,9 %
Équipements routiers	50,9 %	40 911	4,3%	84,2 %
Statistiques, analyses et planification	1022,6 %	29 533	3,1%	87,3 %
Initiatives communes du gvt de la RBC (hors projets UE)	33,6 %	24 008	2,5%	89,8 %
Gestion financière	93,0 %	22 397	2,4%	92,2 %
Croissance des recettes	17,38 %			

Source : Budgets de dépenses de la RBC et calculs DULBEA

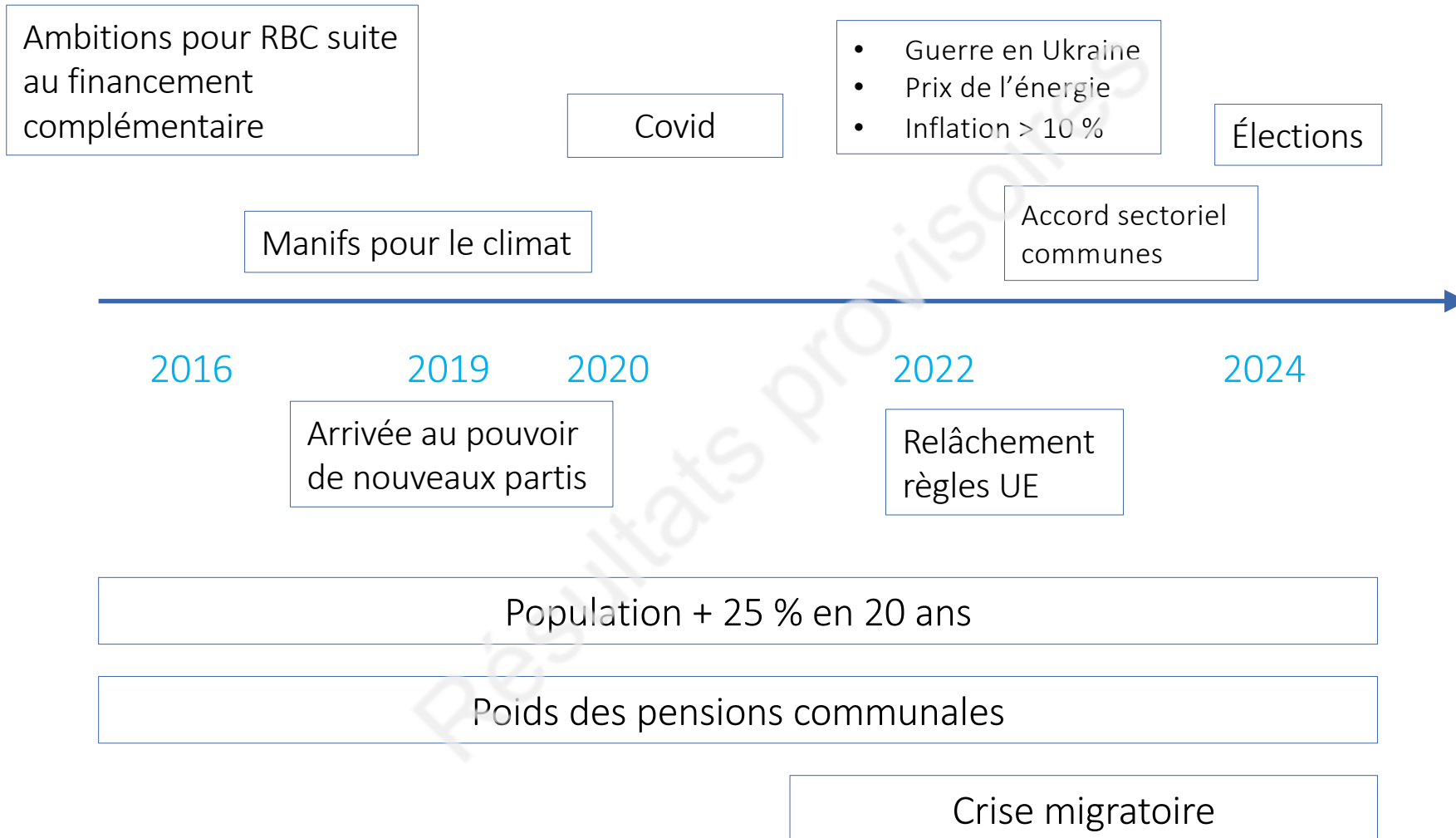
Zoom sur certaines dépenses

1. Transports en commun : métro + tram + bus, non-indexation des tarifs, quasi-gratuité certains publics, hausse des prix de l'énergie
2. Soutien aux pouvoirs locaux : coût d'un système de pensions particulier, accord sectoriel financement insuffisant des ZP de la capitale, gestion crise des migrants
3. Financement COCOM : politique sociale ambitieuse peu ciblée
4. Logement : logement social public, réductions enfants (plus) généreuses
5. Protection de l'environnement : primes à la rénovation énergétique
6. Équipements routiers : rattrapage du sous-investissement
7. Beaucoup d'engagements dans le secteur public (+ 2,6 %/an vs. +1,4%/an en Belgique) : croissance démographique ? 6^{ème} réforme ?
8. Titres-services : lutte contre le travail au noir

Zoom sur les allocations familiales



Une interprétation en ligne du temps



Conclusions sur les dépenses

- Le décrochage est à expliquer plutôt du côté des dépenses
- Ces dépenses sont surtout le fait de choix politiques... qu'on peut donc abandonner, réduire, étaler dans le temps, reporter
- Certaines contraintes structurelles resteront présentes
- Chaque sous-partie mérite d'être analysée plus en profondeur

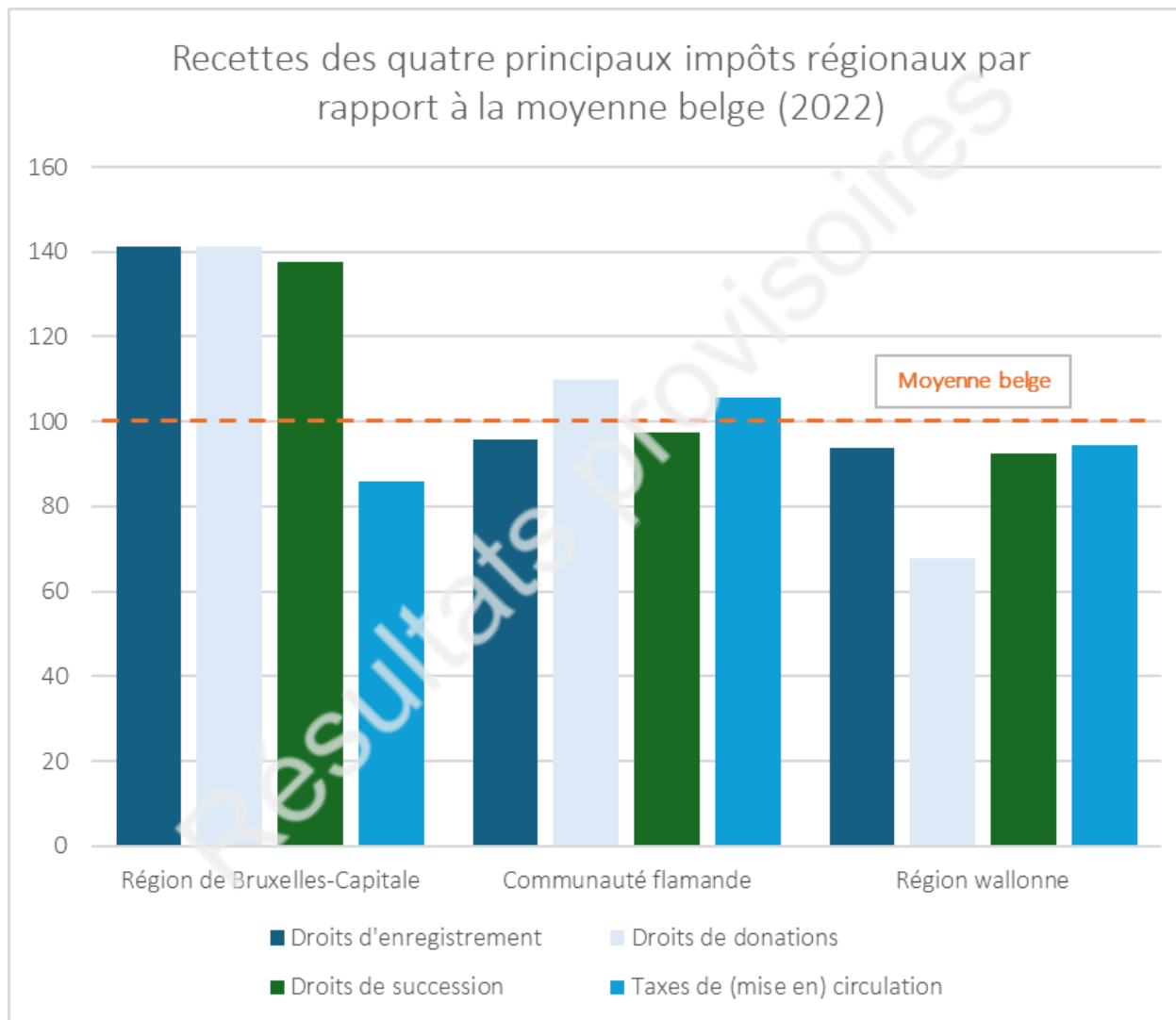
Risques (non exhaustifs) à venir

- Concurrence fiscale : impact sur les recettes fiscales
- Coût des rénovations énergétiques : coûts exponentiels
- Coût accord sectoriel communes (2023) entre en puissance
- Marché immobilier moins dynamique face aux normes PEB : impact sur les recettes fiscales

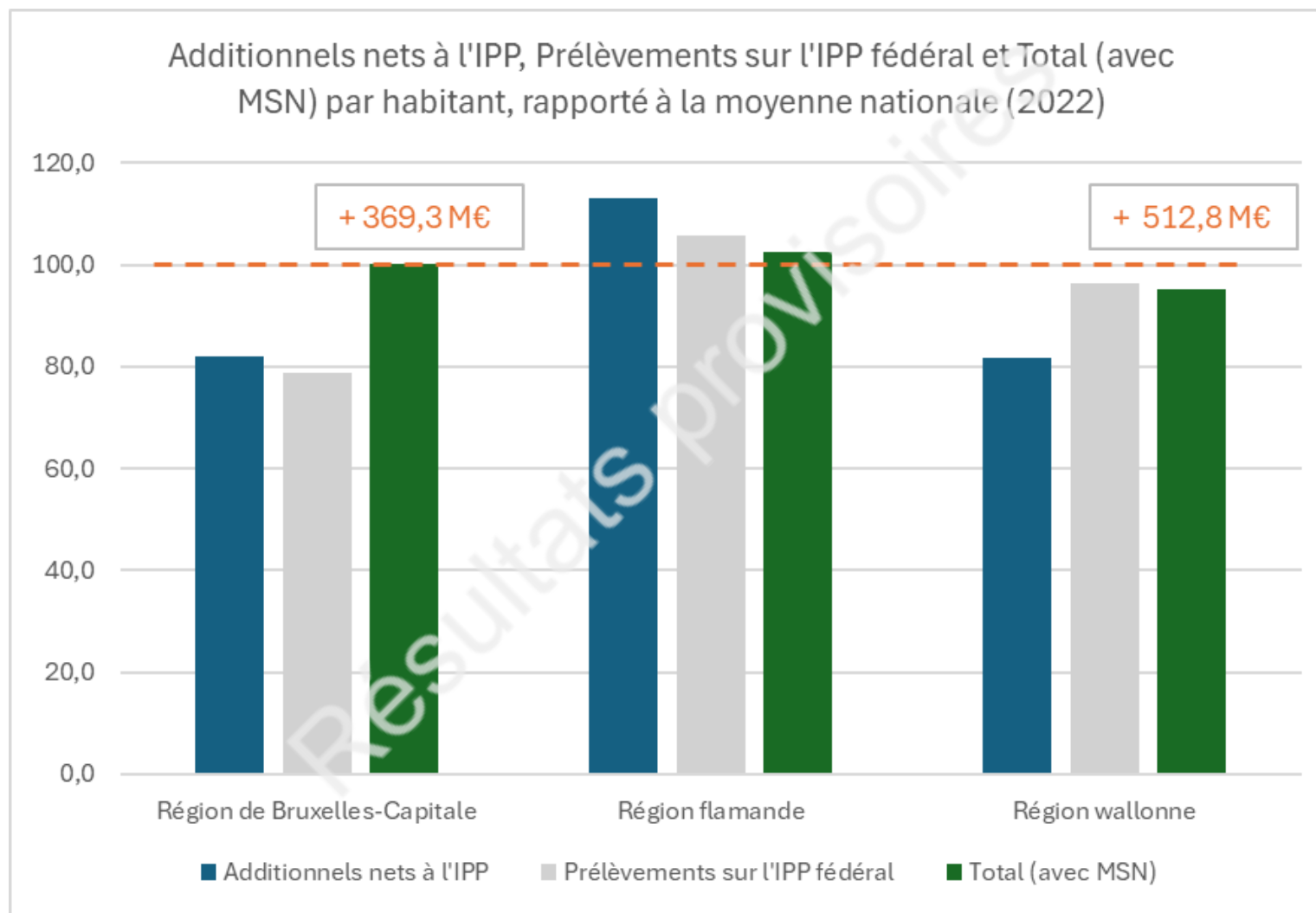
Pistes de solutions non exhaustives : les recettes

- La Région bruxelloise n'a pas la main sur toutes ses recettes :
 - Prélèvements sur l'IPP fédéral
 - Juste financement
 - Mécanisme de solidarité
- Par contre, elle peut modifier les taux :
 - De ses impôts régionaux
 - De ses additionnels à l'IPP
- Si réforme institutionnelle, refinancement possible mais...
- Faire contribuer plus les usagers de la ville (ex: IPP imposé partiellement sur le lieu de travail, taxe kilométrique)

Impôts régionaux



L'impôt des personnes physiques



Financement : que faire ?

Différences résultant de la répartition régionale de l'IPP selon le lieu de travail pour les recettes des entités bruxelloises post-réforme pour les années 2025, 2030 et 2035 (en millions EUR)

	2025	2030	2035
Région de Bruxelles-Capitale sans réforme			
Additionnels nets à l'IPP	619	783	996
Dotation emploi	109	124	143
Dotation dépenses fiscales	101	115	133
Mécanisme de solidarité nationale	-429	-506	-609
Dotation « navetteurs »	-44	-44	-44
Total	357	472	620
En provenance de la Communauté française			
Dotation « IPP »	374	425	492
Recettes issues de la Loterie nationale	0,7	0,7	0,7
Total	374	426	492
En provenance de la Communauté flamande			
Dotation « IPP »	93	106	123
Recettes issues de la Loterie nationale	0,2	0,2	0,2
Total	94	106	123
Total			
Effet sur les dotations fédérales	678	771	892
Effet sur le mécanisme de solidarité nationale	-429	-506	-609
Effet sur l'IPP régional	619	783	996
Effet sur la dotation « navetteurs »	-44	-44	-44
Total	824	1 005	1 235

Source : Bayenet, B., Bogaert, H., Bourgeois, M. Dejardin, M., Mignolet, M., Tojerow, I. et Valenduc, C. (dir.). (2022). Étude des implications financières, institutionnelles et opérationnelles du transfert vers la Région de Bruxelles-Capitale des compétences communautaires dans le cadre d'une possible 7ème réforme de l'État, rapport de recherche pour le SPRB.

Financement : que faire ?

- Mais difficile d'imaginer une telle réforme sans révision institutionnelle majeure
- Ici : disparition des Communautés => modèle à 4 Régions

Décomposition des déficits transférés par les Communautés pour l'année 2025 (en milliers EUR)

	Communauté française	Communauté flamande
Déficit proportionnel	-320 940	-102 330
Déficit spécifique	-263 631	-405 528
Déficit transféré total	-584 572	-507 858*

*hors impact positif sur la COCOM via le mécanisme de transition

Sources : Documents budgétaires de la RBC, de la COCOM, de la COCOF et de la VGC et calculs CERPE/DULBEA.

Pistes de solutions : les dépenses

- Accepter la dette (et son coût) et convaincre l'UE
 - Innovations (ex : démembrement de propriété)
 - Des aides sociales plus ciblées (ex : réductions forfaitaires au PrI pour enfants à charge, titres-services non déductibles)
 - Nouvelles habitudes : taille des logements, température ambiante, etc.
 - Report/réduction de certains projets
 - ...
- Grand besoin de chiffrer tout cela

Contacts

- Maxime FONTAINE : maxime.fontaine@ulb.be
- Magali VERDONCK : magali.verdonck@ulb.be